

Diplômé en sciences consulaires et diplomatiques et en sciences économiques, le jeune Leo Tindemans siégeait déjà à la Chambre lorsqu'en 1961 il obtint une troisième licence, en sciences politiques. Étoile montante de la démocratie-chrétienne flamande, il obtint un premier maroquin, celui des Relations communautaires, en 1968. Il fut ensuite ministre du Budget, des Classes moyennes et de l'Agriculture. Sa carrière politique culmina entre 1974 et 1978, lorsqu'il fut Premier ministre de deux gouvernements.

Comme nous l'avons vu, c'est par les relations entre les Communautés que Tindemans s'est ouvert les portes de l'exécutif. Ce sont ces mêmes relations qui ont précipité sa sortie, lorsqu'en octobre 1978, avec un art consommé du drame, le Premier ministre qu'il était monta à la tribune de la Chambre et déclara: «Pour moi, la Constitution n'est pas un chiffon de papier. Je vais quitter cette tribune, je vais me rendre chez le roi et remettre la démission du gouvernement».

La Belgique était alors secouée par une poussée de fièvre communautaire que le gouvernement avait tenté de pacifier durablement par les «Accords d'Egmont» conclus en 1977. Le gouvernement Tindemans II, comprenant des régionalistes flamands et francophones, était parvenu à un accord au bout de plusieurs semaines de négociations ardues. Mais une partie de l'opinion flamande (y compris démocrate-chrétienne) y était opposée et le Conseil d'État avait émis plusieurs avis critiques. L'opposition grandit entre les présidents des partis impliqués dans l'accord et le Premier ministre, les uns voulant coûte que coûte imposer la mise en œuvre des accords au chef du gouvernement. Il avait alors claqué la porte et fait voler le «Pacte d'Egmont» en éclats.

Ironie de l'histoire, de larges pans de cet accord ont, depuis, été repris lors des révisions successives de la Constitution belge. Fédérant le pays en régions et communautés, le «Pacte d'Egmont» préfigure la Belgique d'aujourd'hui et Leo Tindemans aura suivi de près les premiers pas de cet État évoluant vers une

Publié dans *Septentrion* 2015/1.

Voir www.onserfdeel.be ou www.onserfdeel.nl.

Leo Tindemans (1922-2014) : fédéraliste de l'intérieur et de l'extérieur

Figure emblématique du parti démocrate-chrétien flamand CD&V, Leo Tindemans a tiré sa révérence au lendemain de Noël 2014, à 92 ans. L'homme, que son entourage disait «fatigué», est parti discrètement. Il fut pourtant l'homme politique belge le plus populaire de son temps, réunissant près d'un million de voix de préférence lors des élections européennes de 1979, score qu'aucun politicien belge n'a égalé.



Leo Tindemans (1922-2014).

union d'entités fédérées depuis son bureau de ministre des Affaires étrangères. Il occupa ce poste de 1981 à 1989, période durant laquelle il consacra beaucoup d'énergie aux relations atlantiques et plus particulièrement belgo-américaines.

Fédéralisme: Leo Tindemans aura prêché sa foi en ce concept en Belgique et au-delà des frontières du pays. Chargé lors du sommet de Paris de 1974 de proposer une vision d'avenir pour l'Union européenne, il plaide l'unification de l'Europe, le renforcement du rôle du Parlement européen, la mise sur pied d'une politique étrangère et de sécurité commune et l'introduction d'une union monétaire. Celle-ci sera finalement partiellement réalisée par l'introduction de l'euro en 2002.

En marge de ses mandats, Leo Tindemans avait été professeur extraordinaire à la faculté de sciences politiques et sociales de la *Katholieke Universiteit Leuven* et plusieurs fois président de son parti, le CVP préfigurant le CD&V d'aujourd'hui, et du Parti populaire européen (PPE). Il avait quitté la politique en 1999, estimant être «un homme politique du XX^e et non du XXI^e siècle».

En un peu plus d'un an, le CD&V aura connu une véritable saignée: après les anciens Premiers ministres Wilfried Martens fin 2013¹ et Jean-Luc Dehaene en mai 2014², c'est une troisième figure tutélaire de la démocratie chrétienne flamande qui a quitté la scène. Il s'agit d'un des derniers représentants d'une

génération qui a vu ce courant politique dominer, presque sans interruption, la politique belge de l'après-guerre. Lors de ses funérailles à Edegem, commune anversoise dont il a été bourgmestre, c'est l'ancien président du Conseil européen, Herman Van Rompuy - issu de la même famille politique et qui présente plus d'un point commun avec le défunt - qui, avec l'économie de mots qui le caractérise, a prononcé un des éloges les plus remarquables de son «père politique»: «Leo Tindemans était un homme de qualité, de convictions». Longue silhouette, réservé, l'intéressé aurait probablement remercié d'un petit signe de la tête.

Gerald de Hemptinne

- 1 Voir *Septentrion*, XLII, n° 4, 2013, pp. 84-86.
- 2 Voir *Septentrion*, XLIII, n° 3, 2014, pp. 105-107.